



PLAN D'ACTION

TEL QU'ADOPTÉ AU CONGRÈS DE 2025

Plan d'action 2025 du SCFP Ontario

Contenu

S'élever, résister, réclamer : Forger notre voie vers l'avenir	1
Le mensonge de l'austérité : affamer le bien public, nourrir la cupidité des entreprises..	2
Taxer les riches, financer notre avenir	6
La syndicalisation : Notre pouvoir, notre voie	8
Solidarité internationale : Notre lutte ne connaît pas de frontières	11
Exiger l'équité.....	14
La justice climatique est une justice pour les travailleurs	17
Les élections : Un outil parmi d'autres.....	18
Retrouver l'espoir : notre vision d'un avenir juste	20

Les biens publics ne sont pas tant des « choses gratuites » que des « choses qui nous rendent libres ».

- K. Sabeel Rahman

Se lever, résister, réclamer : Forger notre voie vers l'avenir

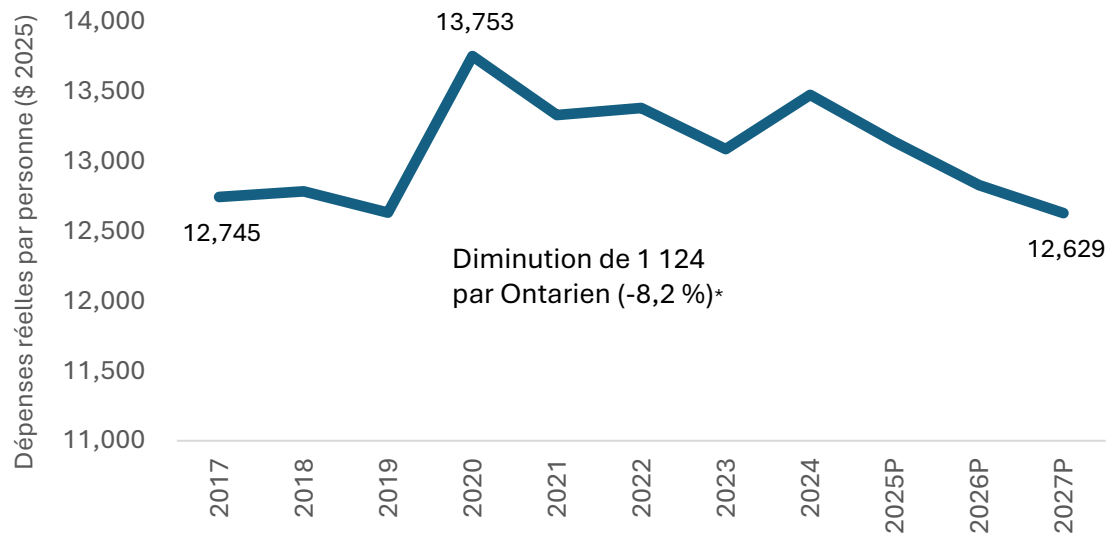
1. Nous nous réunissons sous la bannière « Se lever, résister, réclamer » à un moment précaire. Si vous avez l'impression que le sol se dérobe constamment sous vos pieds, que le monde semble délibérément confus, vous n'êtes pas seul et ce n'est pas accidentel. Cette désorientation est délibérée, fabriquée par les milliardaires et leurs alliés politiques pour nous déséquilibrer, nous isoler et empêcher toute résistance efficace.
2. Dans le monde entier, la droite autoritaire est en marche, nourrie par la haine et désireuse de faire des boucs émissaires des personnes vulnérables - les migrants, les communautés racialisées, les personnes transgenres et les pauvres. Ici, en Ontario, cette instabilité mondiale sert de couverture à notre élite corporative ; elle agite cyniquement le drapeau, prétendant agir pour « l'intérêt national » ou la « responsabilité fiscale ». Ce n'est qu'une façade - des mensonges destinés à dissimuler une quête incessante de profit par le biais de la privatisation et de la concentration du pouvoir politique. Ils invoquent constamment le mythe de la pénurie, tout en accumulant des richesses sans précédent.
3. Nous devons comprendre qu'il ne s'agit pas d'un simple chaos, mais d'une contre-révolution délibérée contre les acquis obtenus par des générations de travailleurs. Il s'agit d'une contre-révolution délibérée contre les acquis de générations de travailleurs, qui vise à effacer les notions de bien public, de protection sociale et de droits des travailleurs. Nous ne pouvons pas nous contenter de réagir. Nous devons comprendre les racines de cette crise dans les décennies de corporatisme néolibéral qui ont commencé dans les années 1980 sous la direction de Reagan, Thatcher et Mulroney. Mais l'analyse sans l'action est une capitulation. « Se lever, résister, réclamer », tel est le mandat urgent qui nous est confié.
4. Nous devons nous élever ensemble dans une solidarité inébranlable, sachant que notre pouvoir ne repose pas sur les tribunaux ou les politiciens, mais sur notre force collective sur le terrain.
5. Nous devons résister à la désorientation, aux mensonges et aux tentatives de diviser les travailleurs les uns contre les autres, les communautés les unes contre les autres. Notre pouvoir réside dans la solidarité, la mobilisation, l'organisation et l'action directe.

6. Il est essentiel que nous nous réappropriions. Non seulement ce que nous avons perdu, mais le pouvoir fondamental de façonner un avenir radicalement différent. Cela signifie défendre farouchement nos services publics et reconnaître les membres du SFCP Ontario comme les experts de première ligne qui fournissent ce dont nos communautés ont besoin. Cela exige une redistribution fondamentale de la richesse des sociétés et des riches vers la classe ouvrière qui crée. Cela signifie qu'il faut construire le pouvoir à partir de la base : lieu de travail par lieu de travail, communauté par communauté. Ce plan d'action est notre feuille de route pour ce combat.

Le mensonge de l'austérité : affamer le bien public, nourrir la cupidité des entreprises

7. Soyons clairs : l'austérité est un choix politique, pas une nécessité économique. Il s'agit d'une politique délibérée des gouvernements visant à priver le bien public, à réduire les services vitaux tels que les soins de santé et l'éducation, et à s'attaquer aux salaires et aux emplois des travailleurs, généralement sous le prétexte fallacieux que nous « ne pouvons pas nous le permettre », même si l'argent existe.
8. En Ontario, une province dont l'économie se chiffre en billions de dollars, les conservateurs de Doug Ford prônent le mensonge de la pénurie. Ils prétendent que nous devons nous serrer la ceinture tout en orchestrant des coupes budgétaires qui devraient réduire le financement public d'un montant stupéfiant de 18,5 milliards de dollars par an d'ici à 2027. Cela représente 1 124 dollars volés à chaque personne par rapport à 2020. Il ne s'agit pas de prudence budgétaire - - mais d'une lutte des classes menée par les entreprises et l'élite qui refusent de payer leur juste part, dans le but de démanteler nos services publics à des fins de profit privé.

Dépenses de programme prévues par Ontariens Diminue de 1 124 \$ d'ici 2027



*18,5 milliards de dollars par an

Source : Comptes publics de l'Ontario, Statistique Canada et budget 2025 Comptes publics de l'Ontario, Statistique Canada et *Budget 2025*

Venai Raniga

9. Cette attaque contre les services publics est également une attaque profondément sexiste et raciale. Qui travaille dans nos écoles, nos hôpitaux, nos bibliothèques et nos municipalités ? En grande majorité, des femmes, qui représentent 61 % de la fonction publique de l'Ontario, 69 % dans l'éducation et 80 % dans les soins de santé. Ces secteurs sont également composés de manière disproportionnée de travailleurs racialisés. S'attaquer à ces emplois, c'est s'attaquer à la justice économique et à l'équité elle-même. L'austérité engendre la pauvreté et le désespoir, rendant les communautés plus vulnérables à la maladie, à la violence et aux démêlés avec la police et le système de justice pénale. Au lieu de financer des budgets de police en constante augmentation, nous devons donner la priorité au financement des conditions de vie - logement, soins de santé, éducation, travail décent - car ce sont les investissements qui permettent de remédier à la vulnérabilité en premier lieu.

10. Entre-temps, notons l'hypocrisie flagrante : les gouvernements arrosent les entreprises de milliards de dollars d'argent public tout en exigeant de nous l'austérité.

Le véritable moteur de l'emploi généralisé et de qualité est caché à la vue de tous : notre secteur public emploie un travailleur sur quatre en Ontario.

Voyez les 28 milliards de dollars promis sur pour les usines de batteries de véhicules électriques - des subventions qui créent des emplois au coût astronomique de 4,5 millions de dollars par emploi. Cette fixation sur l'industrie manufacturière est empreinte

de nostalgie ; il s'agit d'une tentative problématique d'évoquer l'époque révolue de l'unique soutien de famille, généralement un homme blanc. Soyons clairs : la promesse d'emplois manufacturiers de haute qualité est un mirage sous ce gouvernement. Le taux de syndicalisation dans l'industrie manufacturière a chuté et le salaire moyen dans l'industrie manufacturière est désormais inférieur au salaire moyen global en Ontario. Ces emplois n'étaient bons que parce qu'ils étaient syndiqués - un fait que Ford s'emploie activement à miner.

11. Le véritable moteur de l'emploi généralisé et de qualité est caché à la vue de tous : notre secteur public emploie un travailleur sur quatre en Ontario. Imaginez qu'au lieu de faire des cadeaux aux entreprises, nous investissons ces milliards directement dans nos communautés en embauchant davantage d'aides-soignants, d'assistants d'éducation, d'employés municipaux, de gardiens et d'ouvriers qualifiés, de bibliothécaires, de puéricultrices et d'auxiliaires médicaux, créant ainsi de bons emplois syndiqués qui renforcent les services publics dont nous dépendons tous.
12. Les travailleurs du secteur public ont déjà supporté le poids de l'austérité et nous sommes aujourd'hui bien mieux préparés. Nous avons adopté et perfectionné une méthodologie d'organisation approfondie, sachant qu'il ne s'agit pas seulement de se mobiliser pour un combat unique, mais de construire un pouvoir durable, un engagement de membre à membre et la capacité d'une action militante. Nous avons vu ce pouvoir libéré par les 55 000 travailleurs de l'éducation du CSCSO, qui ont défié la législation sur le retour au travail et organisé une grève illégale en novembre 2022, obligeant le gouvernement à battre en retraite. Cette victoire a prouvé que nos méthodes fonctionnent et que nous sommes prêts à nous battre.
13. C'est donc avec une force et une détermination renouvelées que nous abordons les batailles à venir, à la table des négociations et dans nos communautés. Nous ne négocierons pas de concessions. Nous rejetons le nivellement par le bas. Armés de notre pouvoir d'organisation, nous défendrons les intérêts de nos membres et nous nous battons pour obtenir des améliorations qui profiteront à tous les travailleurs.
14. L'austérité est un choix. Notre choix est de nous battre, en exigeant le financement intégral des services publics et la récupération des ressources pour la classe ouvrière. Nous nous battons pour des investissements dans les soins et contre le pillage des biens communs par les entreprises. C'est sur ce terrain que nous nous organisons. C'est ainsi que nous nous levons, résistons et récupérons.

Voici ce que fera le SCFP de l'Ontario :

15. Combattre l'austérité en lançant des campagnes contre toutes les formes de privatisation, en exigeant un réinvestissement significatif dans les services publics financés en faisant payer aux entreprises et aux riches leur juste part.

16. Exposer la cupidité des entreprises comme le principal moteur de l'inflation, encourager la négociation coordonnée pour des augmentations salariales importantes et garantir une justice complète pour le projet de loi 124.
17. Soutenir les sections locales par l'organisation interne, des ressources complètes pour les grèves et des actions de solidarité, tout en soutenant tous les efforts visant à étendre la syndicalisation.
18. Mobiliser les membres et s'associer à des alliés pour exiger que le logement soit traité comme un droit de la personne réglementé, et non comme une marchandise spéculative, en se faisant le champion des solutions non marchandes tout en luttant contre les expulsions et les déplacements.

C'est scandaleux, d'autant plus que les Ontariens les plus riches payaient des taux marginaux allant jusqu'à 82 % dans les années 1970 ; en comparaison, ils dépassent à peine 53 % aujourd'hui.

19. Défendre vigoureusement les droits démocratiques tels que la protestation et le contrôle local, en reconnaissant que des attaques telles que le projet de loi 5 et l'utilisation répétée et la menace de la clause dérogatoire démontrent un assaut clair contre nos libertés par une droite résurgente qui cherche à faire taire la dissidence, à limiter la participation

publique et à contourner les garanties fondamentales ; ces actions exigent notre résistance inébranlable contre l'ingérence du gouvernement..

20. Combattre de manière proactive les effets néfastes de l'IA et des changements technologiques dans les services publics en exigeant que le public contrôle leur mise en œuvre, en négociant des protections solides quant à la perte d'emploi et le contenu du travail, la surveillance et la discrimination, et en luttant pour une législation qui garantisse des services publics de qualité, les droits des travailleurs et la confidentialité des renseignements personnels.
21. S'engager à lutter pour une application plus stricte des règles de santé et de sécurité, un meilleur accès à la CSPAAT et à l'Assurance-Santé de l'Ontario, y compris pour les blessures dues au stress mental, des pensions sûres pour tous et la fin des lois discriminatoires sur le travail.
22. Collaborer étroitement avec le SCFP national pour exiger une réforme fédérale urgente de l'assurance-emploi, en insistant sur l'élargissement significatif de l'éligibilité, la facilitation de l'accès et l'amélioration des niveaux de prestations pour soutenir tous les travailleurs confrontés à la hausse du chômage et aux pertes d'emploi, en particulier dans un contexte de défis tels que l'impact des récents tarifs douaniers.
23. Défier l'austérité à tout bout de champ en faisant campagne pour un salaire décent pour tous les travailleurs et en exigeant le financement intégral des services

publics dont nos communautés ont besoin, en veillant à ce que ces ressources aillent aux travailleurs plutôt qu'aux caisses des entreprises.

24. Se faire le champion de la négociation en front commun dans tous les secteurs afin de renforcer au maximum le pouvoir des travailleurs et d'affronter efficacement les employeurs.

25. Soutenir les sections locales et les conseils de négociation qui luttent contre les pertes d'emploi résultant des décisions financières du gouvernement conservateur de M. Ford, y compris, mais sans s'y limiter, les importantes pertes d'emploi dans le secteur de l'éducation postsecondaire, entre autres.

Taxer les riches, financer notre avenir

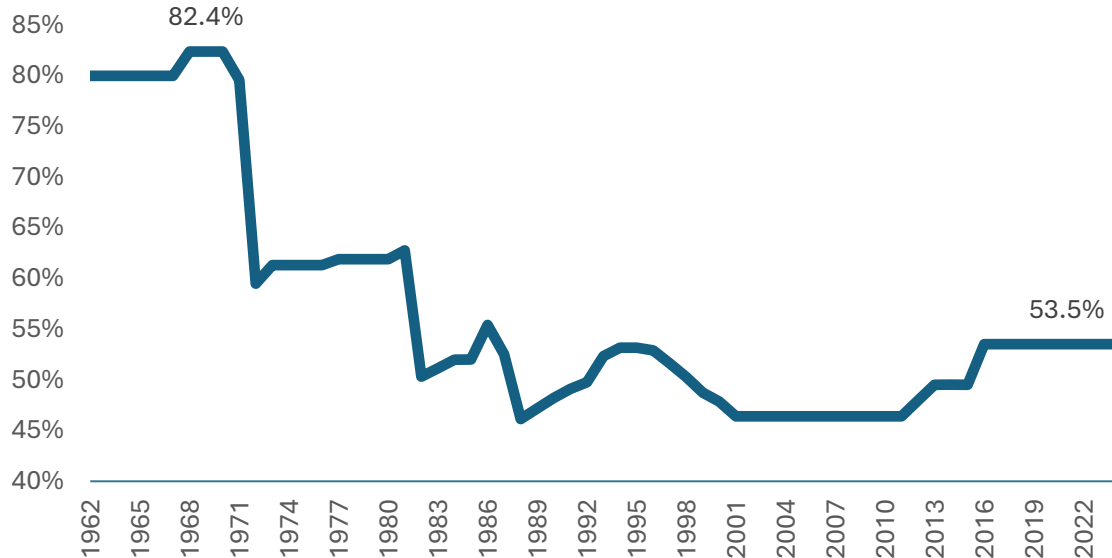
26. Nous rejetons le mensonge selon lequel il n'y a pas d'argent pour les services publics vitaux ou les salaires décents. Cette richesse existe : les entreprises et les ultra-riches l'amassent après des décennies de réductions d'impôts qui ont affamé les services dont nous dépendons tous. Nous exigeons un système fiscal fondé sur l'équité, obligeant ceux qui ont le plus profité à payer leur part. La vérité est que cette situation ne peut plus durer et qu'il est temps de procéder à un changement fondamental.

27. Cela signifie une augmentation significative de l'impôt sur les sociétés, en particulier pour les multinationales extrêmement rentables : plus d'échappatoires, de subventions ou d'exonérations fiscales. Nous avons besoin d'un impôt progressif sur les fortunes des 1 % les plus riches pour financer de manière adéquate les services de garde d'enfants, l'assurance-médicaments, le logement et l'action en faveur du climat.

28. Alors que nous exigeons que les riches paient davantage, le premier ministre Doug Ford a récemment indiqué que des réductions de l'impôt sur le revenu allaient être effectuées, réductions qui profiteront à lui et à ses amis fortunés. C'est scandaleux, d'autant plus que les Ontariens les plus riches payaient des taux marginaux allant jusqu'à 82 % dans les années 1970 ; en comparaison, ils dépassent à peine 53 % aujourd'hui. Ils paient déjà beaucoup moins. Taxer les riches et les entreprises n'est pas une punition ; c'est récupérer la richesse que nous avons tous produite pour construire une société qui fonctionne pour tout le monde.

Impôt sur le revenu des personnes physiques le plus élevé de l'Ontario

(taux d'imposition maximal appliqué à la partie la plus élevée du revenu)



Voici ce que fera le SCFP de l'Ontario :

29. Exiger une révision fondamentale du système fiscal afin de s'assurer que les entreprises et les personnes les plus riches paient une part nettement plus importante, en mettant fin à l'ère des échappatoires injustes et des cadeaux excessifs aux entreprises qui affament les caisses de l'État.
30. Faire campagne pour la mise en œuvre d'un impôt sur la fortune spécifique, ciblant l'extrême concentration des actifs détenus par les ultra-riches.
31. Plaider en faveur d'une action gouvernementale rigoureuse pour réprimer la fraude et l'évasion fiscales, notamment en supprimant les échappatoires à l'étranger et en obligeant les entreprises et les personnes fortunées à rendre des comptes.
32. Insister pour que les recettes générées par une fiscalité plus équitable soient directement investies dans l'expansion des services publics vitaux qui renforcent l'équité au sein de la communauté, tels que des logements sociaux abordables, des transports publics financés et entretenus par les fonds publics, une prise en charge de qualité des personnes dépendantes pour tous, des services de garde d'enfants universels et des soins de santé robustes.
33. Monter une campagne d'éducation interne avec les membres du SCFP Ontario sur le système fiscal, notamment sur l'importance des impôts et des recettes publiques pour les services publics, ainsi que sur l'équité fiscale et les moyens d'y parvenir.

34. Travailler en étroite collaboration avec le NPD de l'Ontario pour élaborer et défendre une législation qui lance une révision complète de la fiscalité tout en mettant en œuvre des impôts plus équitables, notamment en augmentant considérablement les taux d'imposition des sociétés et en veillant à ce que les plus riches paient leur juste part.

Nous devons apprendre de ceux qui se sont mobilisés contre les coups d'État et les prises de pouvoir des élites dans le monde entier. Cela signifie qu'il faut renforcer les capacités de grève, d'occupation et de désobéissance civile généralisée si nécessaire.

35. Lutter pour une réforme fondamentale des finances municipales, en exigeant de nouveaux outils de revenus durables au-delà de l'impôt foncier, et des partenariats de financement équitables avec les gouvernements provinciaux et fédéral qui garantissent que les municipalités disposent des ressources nécessaires pour fournir les services publics de

qualité dont les communautés ont besoin et qu'elles méritent.

La syndicalisation : Notre pouvoir, notre voie

36. Nous ne gagnerons pas simplement parce que nous avons raison. La victoire n'est pas un droit. Le paysage politique actuel nous montre les graves répercussions d'une défaite : une attaque globale et implacable contre les services publics, les droits des travailleurs, les normes démocratiques et la dignité humaine.
37. Pourtant, l'ampleur même de ces attaques crée une opportunité, voire une nécessité, pour les coalitions. Nous ne sommes peut-être pas d'accord sur tout, mais nous devons nous battre ensemble. Si notre force réside dans notre nombre, le pouvoir ne se construit pas uniquement sur le nombre. Il n'y a de pouvoir que dans l'action militante à grande échelle.
38. Nous devons dépasser l'illusion que les débats polis ou le lobbying suffisent. Lorsque les gouvernements ignorent tout simplement les décisions de justice, lorsque les puissants agissent en toute impunité, indifférents à la mauvaise presse ou au mépris de l'opinion publique, quelle force sociale peut les arrêter ?
39. L'histoire, tant au niveau national qu'international, nous donne la réponse : mouvements de masse, actions directes et retrait stratégique de notre main-d'œuvre. Nous devons apprendre de ceux qui se sont mobilisés contre les coups d'État et les prises de pouvoir des élites dans le monde entier. Cela signifie qu'il faut renforcer les capacités de grève, d'occupation et de désobéissance civile généralisée si nécessaire. Les travailleurs municipaux qui refusent de balayer les biens des mal-logés, les travailleurs de la santé qui refusent d'appliquer des réductions qui nuisent aux patients, les éducateurs qui refusent de marginaliser les jeunes queers et non-

conformes au genre - des actes comme ceux-là sont des exemples de la résistance que nous devons être prêts à soutenir et à initier.

Il n'y a pas de substitut au travail difficile des conversations individuelles, de l'organisation sur le lieu de travail et de la construction de la communauté. C'est notre créneau et notre super pouvoir.

40. La suppression des voix dissidentes - en particulier la réduction au silence des voix propalestiniennes sur les campus et l'extension ultérieure de ces tactiques répressives aux municipalités - est une attaque directe contre notre capacité à nous organiser. Il s'agit de tentatives délibérées de saper les forces qui pourraient faire contrepoids à l'autoritarisme. Essayer de

paraître « neutre » ne nous sauvera pas de la répression. La neutralité face à l'injustice se range du côté de l'oppresseur. Elle l'encourage à étendre la portée de son oppression, sachant qu'il n'est confronté à aucune opposition unifiée.

41. Nous devons construire un mouvement de masse avec de multiples points d'entrée, en accueillant les gens là où ils sont, en encourageant un débat politique productif et non acrimonieux. Nous devons aller au-delà des chambres d'écho des médias sociaux et sortir de nos zones de confort.

42. La droite crée des coalitions facilitées et élargies par les médias et les techniques de l'intelligence artificielle et réunissant des milliardaires de la technologie, des fondamentalistes religieux, des nationalistes conservateurs et des libertaires réactionnaires sous la bannière d'un faux populisme économique. Notre mouvement doit offrir une véritable alternative ancrée dans la solidarité et la justice. Nous devons parler des besoins réels et matériels des gens - leur logement, leurs soins de santé, leurs salaires et leur dignité. Cela signifie qu'il faut rejeter les escrocs qui colportent des demi-mesures douteuses et des solutions miracles. Il n'y a pas de substitut au travail difficile des conversations individuelles, de l'organisation sur le lieu de travail et de la construction de la communauté. C'est notre créneau et notre super pouvoir. Nous devons présenter des politiques audacieuses qui inspirent et galvanisent, offrant résistance, et une vision d'un monde meilleur.

Voici ce que fera le SCFP de l'Ontario :

43. Continuer à s'inspirer des mouvements mondiaux de résistance au pouvoir des élites et renforcer la capacité de notre syndicat à mener des actions de masse, des actions directes et un retrait stratégique des travailleurs, en soutenant et en défendant pleinement les droits des membres qui refusent un travail dangereux ou injuste, y compris la mise en œuvre de politiques qui nuisent aux communautés vulnérables ou sapent les services publics.

44. Poursuivre et approfondir la mobilisation de l'ensemble de nos membres - les travailleurs, les retraités, les jeunes travailleurs, et en particulier les membres qui ont

droit à l'équité - afin de renforcer le pouvoir et d'obtenir des avancées significatives pour la classe ouvrière.

45. Équiper pleinement les sections locales et leur donner les moyens de mener des campagnes militantes dirigées par les travailleurs ; fournir des ressources complètes, des formations et une solidarité sans faille pour mener des actions de grève efficaces afin d'affronter les politiciens et les employeurs hostiles aux travailleurs.
46. Renforcer les syndicats locaux de l'intérieur en apportant un soutien solide aux campagnes de recrutement internes, aux votes de représentation et en facilitant des stratégies efficaces de communication individuelle avec les membres, notamment en obtenant des informations essentielles sur les contacts des membres et les conservant en toute sécurité.
47. Défendre et développer des stratégies de négociation coordonnées dans tous les secteurs, en soutenant les conférences provinciales et nationales et en mettant en évidence les modèles réussis qui tirent parti de notre pouvoir collectif pour obtenir de meilleurs résultats à la table de négociation.
48. Poursuivre activement notre campagne d'affiliation afin d'intégrer davantage de sections locales à la famille du SCFP Ontario, ce qui nous permettra d'accroître notre force collective et notre influence politique dans toute la province.
49. Travailler avec le bureau national du SCFP pour soutenir les conseils du SCFP dans toute la province afin de favoriser la solidarité entre les communautés.
Poursuivre la pratique de deux réunions par an pour les présidents de conseil et le personnel national qui leur est affecté afin d'aider à renforcer les conseils et de parler de leur implication dans le travail de campagne.
50. Tout en préservant les structures de négociation existantes dans les secteurs à fort taux de syndicalisation, comme le secteur public au sens large, nous nous efforcerons de développer des modèles de négociation diversifiés et inclusifs, tels que la négociation sectorielle, afin d'autonomiser les travailleurs dans les secteurs à faible taux de syndicalisation, en leur garantissant un accès significatif à la syndicalisation et à la négociation collective.
51. Travailler avec le bureau national du SCFP pour augmenter le nombre de membres de notre syndicat en encourageant les travailleurs non syndiqués à adhérer au SCFP et en fournissant aux sections locales et aux conseils de district les ressources dont ils ont besoin pour former les membres à l'organisation et à la sensibilisation. Cela inclut la promotion de notre guide « Choisir le SCFP » pour aider les efforts d'organisation externes.
52. Continuer à travailler avec les secteurs et les conseils de négociation pour aider les sections locales à adopter le modèle Organizing for Power.
53. Exploiter les divers talents artistiques de nos membres pour contrer de manière créative les récits fascistes et la propagande de droite, en reconnaissant la culture

comme un outil puissant d'éducation politique et en fournissant des points d'entrée accessibles et engageants dans notre mouvement pour ceux qui pourraient autrement rester apolitiques.

Solidarité internationale : Notre lutte ne connaît pas de frontières

54. Les guerres commerciales et la rhétorique nationaliste contribuent à nous diviser. Nous rejetons le faux choix entre l'emploi au Canada et la solidarité à l'étranger. Si certains syndicats se rangent tragiquement derrière des politiciens protectionnistes promettant de ramener les emplois « au pays », nous savons que la solidarité ne s'arrête pas à la frontière. Un préjudice pour l'un est un préjudice pour tous, que ce travailleur soit en Ontario, au Soudan, au Mexique, en République démocratique du Congo, au Bangladesh ou en Palestine.

55. Nous ne pouvons pas combattre l'ultranationalisme par davantage de nationalisme. Nous soutenons les travailleurs qui luttent pour leurs droits et leur dignité partout dans le monde. La lutte du Canada contre la cupidité des entreprises est inséparable de la lutte contre l'impérialisme et l'exploitation mondiale.

56. Ce combat s'oppose nécessairement à l'économie de guerre mondiale. Nous devons résister aux efforts actuels visant à injecter des milliards supplémentaires dans les dépenses militaires et à renforcer la militarisation des frontières. Cet argent subventionne la destruction de la vie des travailleurs et la destruction de notre planète. Il est obscène que lorsque nous demandons des fonds pour les services

Un préjudice pour l'un est un préjudice pour tous, que ce travailleur soit en Ontario, au Soudan, au Mexique, en République démocratique du Congo, au Bangladesh ou en Palestine.

publics, les gouvernements invoquent la pénurie, alors qu'ils parviennent toujours à trouver des fonds illimités pour le complexe militaro-industriel. Notre combat exige des investissements dans la vie et les soins, et non la destruction.

57. L'horrible violence qui s'est déchaînée sur Gaza n'est pas une tragédie lointaine ; elle est profondément ancrée dans les systèmes d'oppression que nous combattons

ici. Nous nous engageons sans équivoque au génocide et défendons les droits du peuple palestinien. Cela signifie qu'il faut éduquer nous-mêmes et contester la militarisation de l'antisémitisme ; non seulement les fausses accusations sont utilisées pour faire taire les dissidents, un peu comme les tactiques d'incitation à la peur de l'époque du McCarthysme, mais elles détournent aussi l'attention d'une montée très réelle de la rhétorique et de la violence antisémites de la part de l'extrême-droite. La normalisation du génocide à l'étranger rend la cruauté chez nous plus acceptable. Nous devons aider les gens à désapprendre les visions du monde nuisibles et enracinées qui justifient l'oppression par une conversation persistante et compatissante ancrée dans notre humanité commune.

58. Tout comme les accords commerciaux destructeurs du passé, tels que l'ALENA, les tarifs douaniers de Trump sont des outils du capital mondial. Ils visent à dresser les travailleurs les uns contre les autres, tandis que les entreprises exigent des concessions plus importantes et entraînent une course mondiale vers le bas, érodant ainsi le pouvoir des travailleurs. Les tarifs douaniers n'ont rien à voir avec le commerce équitable ; il s'agit plutôt d'une question d'avantages pour les entreprises. Notre combat n'est pas contre le commerce lui-même, mais contre le capitalisme et les entreprises qui brandissent ces accords comme des armes, souvent utilisées pour imposer une austérité écrasante aux pays du Sud.

59. Nous voyons cette même logique de course vers le bas se refléter au niveau national dans les efforts visant à démanteler les « barrières commerciales internes ». Les appels à la « reconnaissance mutuelle » des réglementations sont un stratagème des entreprises, visant à normaliser le niveau le plus faible des réglementations, en sacrifiant les protections durement acquises en matière de sécurité, d'environnement et de protection des travailleurs au profit du profit. Des décennies d'attaques néolibérales ont déjà affaibli ces protections, ce qui ne fait qu'accélérer le processus.

60. Lorsque ces stratégies économiques ne parviennent pas à apporter la prospérité,

Les appels à la « reconnaissance mutuelle » des réglementations sont un stratagème des entreprises, visant à normaliser le niveau le plus faible des réglementations, en sacrifiant les protections durement acquises en matière de sécurité, d'environnement et de protection des travailleurs au profit du profit.

la droite a recours à la politique de la cruauté. Elle diabolise les personnes vulnérables, criminalise et emprisonne les migrants tout en désignant des boucs émissaires parmi les minorités ; elle accuse souvent les personnes marginalisées d'être responsables de la crise que le néolibéralisme a lui-même créée. Il s'agit de distractions cyniques face à la cupidité des entreprises et à l'incapacité des

gouvernements à agir dans l'intérêt public. Nous rejetons cette inhumanité et le racisme sur lequel elle repose. Notre solidarité s'étend à tous les travailleurs, migrants et peuples opprimés, ici et dans le monde entier.

Voici ce que fera le SCFP de l'Ontario :

61. Informer les membres sur les luttes mondiales contre l'occupation et l'impérialisme.

62. Promouvoir activement et s'appuyer sur la forte solidarité palestinienne manifestée par l'ensemble de notre syndicat, y compris la demande unanime du SCFP national et du CSHO de mettre fin aux attaques militaires contre les

travailleurs de la santé de Gaza, de mettre fin au blocus et de mettre fin au génocide dans la bande de Gaza.

63. Soutenir l'appel de l'Alliance des travailleurs de la santé pour la Palestine et d'autres organisations de défense des libertés civiles à défendre le droit de tous les travailleurs et membres de la communauté à dénoncer les atrocités commises à Gaza sans craindre d'être harcelés, soumis à des mesures disciplinaires ou d'être licenciés.
64. S'opposer aux accords commerciaux qui exploitent les travailleurs à l'échelle mondiale et favorisent la déréglementation au niveau national.
65. Établir des liens directs et une solidarité avec les syndicats et les mouvements internationaux, en particulier dans les pays du Sud.
66. Soutenir activement les campagnes visant à rendre les entreprises canadiennes - y compris celles du secteur minier - responsables des abus commis à l'étranger, notamment en Amérique latine et en Afrique du Sud.
67. Défendre une politique étrangère canadienne axée sur la paix, les droits de la personne et le désarmement.
68. Relier nos campagnes locales aux luttes mondiales contre l'austérité et la privatisation.
69. Lutter activement contre le racisme et la xénophobie internes alimentés par les événements internationaux.
70. Fournir des ressources et un soutien aux sections locales qui s'engagent dans des activités de solidarité internationale.
71. Promouvoir les missions de solidarité entre travailleurs et l'échange d'informations par-delà les frontières.
72. Informer les membres et amplifier les appels à l'attention internationale, à l'aide humanitaire et à la responsabilité concernant le génocide en cours au Soudan, en exprimant une solidarité inébranlable avec les communautés touchées.
73. Établir des liens de solidarité directs et partager des stratégies avec les syndicats du secteur public, tels que l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME) et la Federación de Sindicatos de Trabajadores al Servicio del Estado (FSTSE), aux États-Unis et au Mexique, afin de résister collectivement aux effets négatifs des droits de douane et de la course au moins-disant des entreprises, qui affectent les travailleurs dans toute l'Amérique du Nord.
74. Défendre activement le droit à la dissidence, en particulier contre la réduction au silence des voix propalestiniennes et la diffusion de tactiques répressives, en reconnaissant ces actions comme des tentatives délibérées de saper notre capacité à nous organiser contre l'autoritarisme et en affirmant que la neutralité face à l'injustice est une complicité.

75. Travailler avec le personnel de la solidarité internationale du SCFP national pour faire progresser les efforts d'éducation sur le racisme anti-palestinien et l'antisémitisme.
76. S'opposer activement et résister aux expulsions injustes, en se montrant solidaire et en défendant les droits et la sécurité de tous les migrants, réfugiés et sans-papiers qui font l'objet d'une expulsion.
77. Promouvoir les nouveaux outils créés par le SCFP national pour aider les sections locales à soutenir les membres qui ont des problèmes d'immigration, y compris la menace d'expulsion.
78. Affirmer notre solidarité inébranlable avec tous les travailleurs touchés par les conflits mondiaux tout en maintenant les principes fondamentaux du syndicalisme et du syndicalisme social, en reconnaissant notre droit commun de vivre et de travailler dans la paix, la sécurité et avec tous les droits de la personne et du travail, à l'abri de l'oppression et de la violence.
- leur objectif est d'effacer le racisme, le sexisme, le capacitisme, l'homophobie et la transphobie en tant qu'explications valables de l'inégalité, en les rejetant comme de simples insultes ou des distractions « woke ».**

Exiger l'équité

79. L'escalade des attaques contre les initiatives en faveur de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI), la théorie critique de la race (TCR), les droits des trans, l'éducation inclusive et même les reconnaissances foncières de base n'est pas le fruit du hasard. Elles font partie d'une stratégie coordonnée de la droite visant à faire reculer des décennies de progrès durement acquis. Il s'agit d'un effort calculé et insidieux pour briser la solidarité de la classe ouvrière, en semant la suspicion et la division ; leur objectif est d'effacer le racisme, le sexisme, le capacitisme, l'homophobie et la transphobie en tant qu'explications valables de l'inégalité, en les rejetant comme de simples insultes ou des distractions « woke ».
80. Cette campagne malveillante vise délibérément à présenter les personnes marginalisées, en particulier les communautés Noires, autochtones et racialisées, comme ayant injustement pris des opportunités aux autres, ne méritant pas les services publics ou même les formes de reconnaissance les plus élémentaires. Cette campagne sape le tissu de nos services publics, qui dépendent d'une main-d'œuvre diversifiée reflétant les communautés qu'elle sert et capable de fournir des soins culturellement compétents.
81. Ces attaques créent des environnements de travail hostiles pour de nombreux membres du SCFP Ontario et rendent plus difficile la prestation de services équitables dans nos écoles, nos hôpitaux, nos bibliothèques et nos municipalités.

Nous devons lutter activement contre cette atmosphère de peur en contestant la désinformation et en défendant le droit de nommer et de démanteler l'oppression systémique sous toutes ses formes.

Voici ce que fera le SCFP Ontario :

82. Amplifier les voix marginalisées tout en intensifiant le travail interne de lutte contre le racisme, en affrontant le racisme anti Noirs et en démantelant la suprématie blanche au sein de notre syndicat.
83. Se mobiliser farouchement contre les attaques haineuses et législatives anti-2SLGBTQIA+, en exigeant des soins complets et adaptés au genre par le biais de la RAMO et de la négociation.
84. Mener une campagne énergique en faveur de l'équité salariale en s'attaquant aux discriminations croisées entre la race et le sexe, en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il agisse et finance, en exigeant des ressources et en élaborant des stratégies de négociation solides.
85. Approfondir les alliances avec les mouvements de défense des droits des migrants qui exigent un statut permanent pour tous, tout en défendant les étudiants internationaux contre l'exploitation.
86. Défendre sans relâche la pleine application de la loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO) et la justice pour les personnes handicapées.
87. Défendre la souveraineté autochtone en soutenant activement les initiatives de restitution des terres et le droit fondamental à l'eau potable ; exiger que l'exploitation des ressources, en particulier dans le Cercle de feu, ne se fasse qu'avec le consentement explicite, libre, préalable et éclairé de toutes les Premières nations concernées.
88. Favoriser des espaces syndicaux plus sûrs, lutter contre le harcèlement et l'oppression, tout en garantissant un soutien ciblé aux jeunes, aux retraités, aux membres francophones et aux sections locales qui ont besoin d'équité.
89. Lutter pour la décommodification et l'expansion publique de services essentiels tels que la garde d'enfants, les soins de santé, l'assurance-médicaments et le logement, en tant que droits fondamentaux essentiels à l'équité.
90. Défendre avec véhémence les services de réduction des risques qui sauvent des vies, y compris les sites de consommation sans risque, en exigeant un financement provincial complet et en résistant aux tentatives du gouvernement de fermer ou d'affaiblir ces interventions essentielles de santé publique.
91. Continuera de favoriser le rejet de la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), notamment en demandant le

retrait de la législation qui a adopté cette définition, car elle assimile la critique de l'État d'Israël à de l'antisémitisme et l'utilise pour supprimer la dissidence.

92. Continuer à travailler avec nos alliés pour lutter contre les « zones à bulles » qui limitent notre droit constitutionnel à manifester. Nous encouragerons le gouvernement à utiliser des campagnes d'éducation publique pour aborder les divisions croissantes au sein de la société qui provoquent des incidents de haine et d'intimidation.
93. Redoubler nos efforts pour faire avancer le travail du Plan d'action organisationnel contre le racisme (AROAP) qui vise à démanteler la suprématie blanche structurelle au sein de notre syndicat.
94. Atteindre ces objectifs en utilisant une lentille intersectionnelle dans nos comités d'équité pour construire et renforcer la solidarité dans la résistance à la montée de la haine.
95. Encouragez les sections locales à consulter notre guide de négociation intitulé « Un lieu de travail pour tous. Négocier l'égalité. Un lieu de travail à l'image de la communauté », pour aider à mettre en place des comités sur la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) sur leur lieu de travail.
96. Remettre en question le symbolisme en montrant que la représentation symbolique seule est insuffisante et souvent utilisée pour apaiser les partisans de l'équité, en exigeant au contraire non seulement une représentation symbolique, mais aussi une représentation numérique accrue et, surtout, le pouvoir politique tangible et les changements systémiques nécessaires à une véritable équité.
97. Travailler dans une solidarité inébranlable avec les peuples autochtones et les défenseurs des terres, en soutenant leur lutte courageuse contre l'extraction de ressources nocives, en particulier en ce qui concerne le cercle de feu, et s'engager activement et soutenir le travail de protection des terres et de souveraineté de mouvements tels qu'Idle No More.
98. Nous sommes résolument solidaires de tous les efforts déployés pour lutter contre le féminicide et la violence fondée sur le genre, et nous les soutenons activement, reconnaissant qu'il s'agit de crises urgentes en matière de droits de la personne qui exigent une action collective, de l'éducation et un changement systémique.
99. Affirmer notre profonde humanité commune, fondée sur la conviction que toute vie humaine est précieuse et que tous les individus méritent de vivre dans la sécurité, la dignité et le bonheur, et s'engager à promouvoir un esprit de communauté universelle.

La justice climatique est une justice pour les travailleurs

100. Le changement climatique n'est pas une abstraction ; c'est une crise de la classe ouvrière. Nous sommes confrontés à l'insécurité de l'emploi liée aux changements de combustibles fossiles, ainsi qu'à l'augmentation des coûts et des risques pour la santé provoqués par les conditions météorologiques extrêmes et l'aggravation de la pollution. Nos communautés, souvent situées à proximité d'industries polluantes, portent le poids de ces défis.

101. Le scandale de la ceinture verte n'était pas une anomalie ; il s'agissait d'un exemple flagrant de la façon dont ce gouvernement donne la priorité aux profits des entreprises et des particuliers plutôt qu'à la protection de l'environnement et à la confiance du public. Nous observons le même schéma dans les efforts déployés pour obtenir des « minerais essentiels » - souvent encadrés par une rhétorique verte qui ignore les coûts environnementaux et sociaux dévastateurs, en particulier pour les communautés autochtones, rurales et éloignées.

102. Nous rejetons le fantasme absurde selon lequel le marché résoudra la crise climatique qu'il a lui-même créée. Nous exigeons des gouvernements des réglementations fortes et contraignantes pour réduire les émissions. Nous exigeons

**Nous rejetons le fantasme
absurde selon lequel le marché
résoudra la crise climatique
qu'il a lui-même créée**

des investissements massifs dans une transition juste vers les énergies renouvelables qui créeront de bons emplois syndicaux. Nous demandons des comptes pour la négligence des entreprises qui ont provoqué cette crise et qui continuent de polluer et d'empoisonner nos

communautés. Il faut reconnaître que la justice climatique est indissociable de la justice pour les travailleurs et des droits des peuples autochtones.

Voici ce que fera le SCFP Ontario :

103. Fonder toute action climatique sur la justice, en donnant la priorité aux travailleurs, aux communautés, aux droits des autochtones, au contrôle démocratique et à l'opposition au commerce des armes.

104. S'opposer vigoureusement à la déréglementation telle que le projet de loi 185, en exigeant des règles strictes pour tenir les entreprises polluantes responsables de leurs dégâts environnementaux.

105. Plaider en faveur de politiques climatiques fédérales et provinciales solides, soutenir des initiatives telles que le Corps des jeunes pour le climat (Youth Climate Corps) et pousser le NPD à prendre des mesures audacieuses.

106. Lutter pour des protections renforcées en matière de SST qui garantissent le droit de refuser un travail dangereux en raison de risques climatiques et de

conditions météorologiques extrêmes et qui assurent l'accommodement de l'employeur.

107. Soutenir les négociations des sections locales avec un langage climatique fort pour une transition juste et fournir des ressources pour exiger des plans d'action climatique des employeurs.
108. Créer des coalitions qui font pression sur les fonds de pension pour qu'ils désinvestissent totalement les combustibles fossiles, y compris les armes et les guerres, en exigeant des plans climatiques transparents et des stratégies de réinvestissement éthiques.
109. Explorer activement les possibilités de syndicalisation dans le secteur des énergies renouvelables, en apportant le pouvoir syndical et de bons emplois à l'économie verte.
110. Approfondir la collaboration avec les partenaires autochtones, les organisations environnementales et les groupes communautaires afin de créer un vaste mouvement en faveur de la justice climatique.
111. Renforcer les capacités internes en examinant les comités, en explorant les modèles de gestion environnementale et en promouvant les pratiques durables au sein de notre syndicat.
112. S'opposer vigoureusement et se mobiliser contre le projet de loi 5 (« Protéger l'Ontario en libérant son économie ») et son dangereux pouvoir de créer des « zones économiques spéciales » où les droits fondamentaux du travail, les lois environnementales et les protections des autochtones pourraient être éliminés par décret gouvernemental.

Les élections : Un outil parmi d'autres

113. Récemment, nous avons été confrontés à des résultats électoraux décevants aux niveaux fédéral et provincial. Cependant, le désespoir est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre. Les élections municipales et scolaires se profilent à l'horizon, offrant un terrain crucial pour s'organiser, faire avancer nos idées et renforcer le pouvoir de la communauté. Considérez-les comme des laboratoires pour les politiques que nous voulons voir mises en œuvre à l'échelle de la province.
114. Pourtant, ces espaces démocratiques locaux vitaux sont de plus en plus attaqués. Nous constatons que le gouvernement Ford continue d'outrepasser ses compétences, en imposant une législation sur les « maires forts » et en menaçant de prendre le contrôle des conseils scolaires qui s'opposent à son programme d'austérité. Il s'agit là d'une ingérence directe dans des domaines qui ne relèvent pas de la compétence provinciale et qui doit être combattue.

115. Simultanément, l'extrême droite pousse son agenda fasciste dans ces mêmes arènes, à la fois en présentant des candidats et en faisant pression sur les élus avec des demandes extrêmes. Nous l'avons vu dans les demandes du soi-disant Caucus

L'histoire nous montre que les plus grandes avancées - droits des travailleurs, droits civiques, droits des femmes, droits 2SLGBTQIA+ - ont été gagnées non seulement dans les urnes, mais aussi par des grèves, des protestations, l'organisation, l'action directe et des mouvements de résistance sociale soutenus.

des maires forts d'utiliser la clause dérogatoire pour éliminer les campements de personnes non logées. Nous devons continuer à nous opposer vigoureusement aux exigences antidémocratiques - et souvent ouvertement fascistes - de ces groupes.

116. Nous savons que la classe ouvrière est confrontée à une lutte de longue haleine que nous ne pouvons pas nous permettre de mener avec une main attachée dans le dos. Les élections sont d'une importance

capitale. Des gouvernements seront formés, des lois seront adoptées et des budgets seront établis, qui auront un impact profond sur nos emplois, nos services et nos communautés. Ignorer la politique électorale est périlleux pour nous, travailleurs du secteur public, dont l'employeur et le bailleur de fonds est le gouvernement. Laisser des forces hostiles aux travailleurs et au service public dominer les assemblées législatives ou les mairies nous nuit directement, ainsi qu'à ceux que nous servons.

117. Par conséquent, une partie essentielle de notre travail électoral doit consister à nous éduquer et à éduquer nos membres sur les griffes du populisme conservateur. Nous devons montrer comment ce populisme désigne des boucs émissaires parmi les plus vulnérables tout en étant totalement inapte à s'attaquer aux véritables échecs de notre système économique. Contrairement aux solutions inefficaces qui font la une des journaux, nous devons nous faire les champions des vraies solutions.

118. Cependant, soyons clairs : les élections ne sont pas le principal moteur du changement social et ne l'ont jamais été. Il s'agit d'un mythe entretenu par ceux qui détiennent le pouvoir afin de limiter le changement social dans les limites qu'ils considèrent comme tolérables. L'histoire nous montre que les plus grandes avancées - droits des travailleurs, droits civiques, droits des femmes, droits 2SLGBTQIA+ - ont été gagnées non seulement dans les urnes, mais aussi par des grèves, des protestations, l'organisation, l'action directe et des mouvements de résistance sociale soutenus. Notre pouvoir se construit sur le terrain, par l'action collective.

119. Par conséquent, les élections sont un outil essentiel dans notre boîte à outils, et un terrain de lutte dans lequel nous devons nous engager activement. Si la construction du mouvement et l'action directe restent centrales, nous participerons stratégiquement aux élections. Nous soutiendrons les candidats progressistes, nous

nous battons pour élire des alliés et nous utiliserons les cycles électoraux pour renforcer nos capacités et faire avancer notre vision. Nous ne subordonnerons jamais notre mouvement au calendrier électoral, mais négliger ce front affaiblirait notre cause.

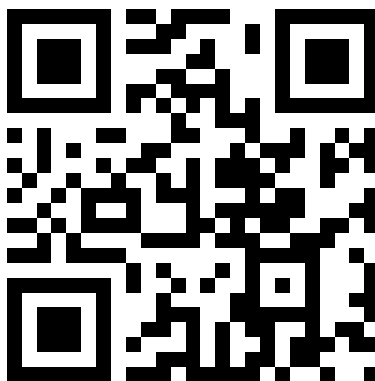
Voici ce que fera le SCFP de l'Ontario :

120. Élaborer et mettre en œuvre un programme d'action politique permanent afin d'impliquer les dirigeants et les membres de la section locale par le biais de conversations directes et d'une formation sur les raisons pour lesquelles la politique électorale est cruciale et sur le rôle vital que joue notre syndicat, en particulier entre les campagnes électorales.
121. Entreprendre une planification précoce et coordonnée des prochaines élections municipales et scolaires, en assurant une collaboration étroite entre le Comité des travailleurs municipaux de l'Ontario (TMO) et le Conseil syndical des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO), tout en mobilisant activement tous les autres secteurs en vue de ces campagnes cruciales.
122. Exploiter les cycles électoraux comme des occasions privilégiées de renforcer le pouvoir et la capacité politique des membres, en offrant une formation et un soutien pour améliorer les compétences et encourager un engagement profond au-delà du vote, y compris un bénévolat actif dans des campagnes stratégiques.
123. Identifier, former, encadrer et soutenir activement nos membres pour qu'ils se présentent comme candidats au NPD et aux élections municipales progressistes, tout en encourageant l'activisme accru des membres au sein du NPD pour s'assurer que le parti défend des politiques véritablement centrées sur les travailleurs, et s'engager à demander des comptes au parti, en l'interpellant directement lorsque ses actions, ses politiques ou ses candidats ne respectent pas les principes pro-travailleurs.
124. Intensifier notre plaidoyer en faveur de la représentation proportionnelle dans notre système électoral afin de démanteler les pratiques électorales injustes et de garantir que les résultats politiques reflètent fidèlement la volonté démocratique du peuple.

Retrouver l'espoir : notre vision d'un avenir juste

125. Il est facile de se sentir dépassé, mais regardez autour de vous. Regardez le pouvoir que nous représentons lorsque nous sommes unis. Nous avons la vision d'une Ontario et d'un monde différents. Cette vision est fondée sur la solidarité, l'équité et la durabilité, et non sur l'extraction et l'oppression.

126. Pensez au potentiel de l'économie de soins : de bons emplois, utiles et syndiqués qui renforcent nos communautés, prouvant que la prospérité n'a pas besoin de dépendre de industries polluantes. Pensez à un New Deal vert, pas seulement comme un plan climatique, mais comme une vision d'abondance pour le plus grand nombre, financée par la limitation des excès nuisibles de quelques-uns.
127. Les manifestations de masse sont importantes. Elles brisent l'isolement et l'atomisation que le capitalisme favorise et nous permettent de nous considérer comme faisant partie du puissant collectif que nous sommes. Elles montrent que nous sommes nombreux et qu'ils sont peu nombreux. Pourtant, les manifestations ne suffisent pas. Le travail difficile de la politique ne se fait pas seulement dans les rues, mais aussi dans les salles de pause et les salles communautaires. Nous devons convaincre les gens par la conversation et l'action, en les engageant dans notre cause commune.
128. Les crises des vingt-cinq dernières années - des guerres et des effondrements financiers à la pandémie de COVID-19 et à la résurgence mondiale du fascisme - ont à chaque fois révélé des fissures nouvelles et plus profondes dans le système dans lequel nous vivons. À chaque fois, la nécessité d'un changement transformateur devient plus évidente et plus urgente. Le progrès n'est pas linéaire. Nous avançons, nous sommes repoussés, puis nous nous regroupons et nous nous battons à nouveau. Pourtant, le sentiment que le système est brisé reste puissant, en attente sous la surface. Notre tâche consiste à exploiter ce sentiment, à l'organiser et à le canaliser vers un changement transformateur.
129. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont immenses, mais notre capacité de solidarité, notre engagement en faveur de la justice et notre pouvoir lorsqu'ils sont organisés sont encore plus grands. Quittons cette convention unis, énergisés et prêts à mettre en œuvre ce plan d'action.
130. Levons-nous ensemble contre l'austérité et l'oppression. Résistons aux attaques contre nos droits et nos services. Et réclamons le pouvoir et les ressources nécessaires pour construire un avenir où chacun pourra s'épanouir.



Voir les coupes dans votre communauté sur :
cupe.on.ca/fr/coupes

